

# L'HEBDO QUI CLIC

299

cgtlehavre.fr

la  
**cgt**  
LE HAVRE

**12**

Nouveaux  
syndiqués

Depuis le  
1<sup>er</sup> janvier  
2012 !

## Au sommaire du 19 janvier :

- 2 / L'édito qui clic
- 3 à 6 / Articles parus  
dans la presse  
Havraise
- 7 / Action du 18 au  
Medef
- 8 / Motion de soutien  
aux salariés  
PétroPlus
- 9 / Tract CGT  
pénitentiaire du Havre
- 10 / Communiqué  
CGT sommet social
- 11 / Compte rendu  
CGT rencontre F.  
Hollande
- 12 / Article du film les  
nouveaux chiens de  
garde
- 13 / Programme de  
formation syndicale  
2012
- 14 / Affiche du  
meeting sur la dette
- 15 / L'agenda  
revendicatif
- 16 / L'hebdo pratic'
- 17 / affiche VISA
- 18 / TLC

## LA FRANCE A PERDU SON AAA !



Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre  
Directeur de publication : Pierre LEBAS  
119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

# **L'édito qui clic**

*Par Bruno Hervé  
Membre du bureau de l'UL*

## **L'Humain d'abord !!**

Economique, financière, écologique, sociale, la crise profonde que connaît notre pays bouleverse les fondements de notre société. Elle est le résultat d'une politique libérale qui, en France comme en Europe, a favorisé la domination d'un capitalisme financier, mondialisé. Les marchés ont pris le contrôle de l'économie : ils ont exigé des entreprises des taux de rentabilités, entraînant restructurations et délocalisations, conduisant, aussi, à une désindustrialisation dramatique pour les salariés et les territoires : Fralib , Renault-Sandouville, M'Real, Pétroplus, etc....

A présent, ces marchés financiers prétendent dicter leur loi aux Etats, les contraindre, au prétexte de leur dette, à imposer à leurs peuples des mesures d'austérité. Cette austérité touche les salaires, les retraites, la protection sociale, tous les services publics, avec des suppressions massives de postes, dans les hôpitaux, les écoles, la police... Plus de 8 millions de nos concitoyens vivent la précarité, le chômage, la pauvreté. Aucun travailleur n'est à l'abri...

Car, tandis que le peuple souffre quotidiennement, que notre socle social est fragilisé, une minorité de nantis continuent d'être les privilégiés du système, épargnés par les mesures gouvernementales, enrichis par les cadeaux fiscaux et les dividendes, tout cela dicté par le MEDEF !

Pour autant, d'autres alternatives sont possibles, d'autres choix existent, c'est plus que nécessaire...

Bien-sûr, nous voudrions la défaite de cette droite en mai 2012, qui n'a pas respecté les promesses faites au peuple, mais a nourri un capitalisme destructeur et aggravé une dette qu'elle utilise à présent pour tenter de justifier la casse des services publics, du socle social, du droit du travail. C'est elle aussi qui fait monter le populisme donc le curseur du FN, qui n'est là que pour récupérer le mécontentement des gens à travers un vote de protestation «O» combien dangereux, rappelons-nous des suites du front populaire qui a permis l'avènement d'Hitler, tout cela n'est pas un point de détail, c'est l'Histoire !

Aussi, le mouvement social a toute sa place pour que l'on mette une autre politique sociale, juste et de solidarité, pleine d'humanité, tout le contraire de la politique libérale actuelle. Il nous faut politiser la riposte !

L'argent existe dans notre pays pour une relance de l'économie, pour une ré-industrialisation prenant en compte les exigences environnementales, pour donner à notre protection sociale les moyens lui permettant de faire face aux enjeux. Mais encore convient-il de mettre en cause la domination financière actuelle, d'établir des règles de justice fiscale et sociale, de construire un pôle public financier, de donner la primauté à l'Humain. C'est à nous dans nos entreprises, dans l'interpro ou en tant que citoyen pour que cela change, ce n'est pas utopique, nos anciens l'ont fait, Alors...

Oui, nous devons, nous devons faire en sorte dans les mois qui viennent, que le mouvement social serve de levier à bousculer les choix politiques des gouvernants, sans attendre les échéances électorales !

Un mouvement social de haut niveau, à la hauteur des enjeux, c'est la garantie de nouveaux acquis et de droits sociaux ! La lutte des classes continue, « messieurs » du capital, la gagne va changer de camp...



# CGT : une année de combats

**SOCIAL.** Devant une centaine de militants de toutes branches, la CGT a présenté ses vœux offensifs à Franklin.

**A** l'occasion des vœux qu'elle présentait mardi à Franklin au nom du bureau de l'Union locale CGT, Anita Menendez, secrétaire du syndicat, s'est interrogée sur les souhaits qu'il est d'usage de formuler en cette période. « Tous les ans, on évoque bonheur, santé et espoir. Mais quel bonheur ? s'inquiète la responsable syndicale. Alors que le chômage augmente, que des familles entières n'ont pas de toit, qu'elles ne mangent pas à leur faim, que la valse des licenciements et des délocalisations se poursuit et qu'il est de plus en plus difficile d'accéder aux soins... »

Face à cet état des lieux, elle fait un parallèle avec des actionnaires « qui n'ont pas été oubliés avec 31 % de hausse de leurs dividendes sur cinq ans et des grands patrons qui ont vu leur rémunération augmenter de 34 % ».

## TVA sociale ?

« Et vous, vos salaires, de combien ont-ils été augmentés ? » questionne Anita Menendez, avant de lister tous les secteurs qui pèseront cette année encore un peu plus sur les porte-monnaie comme la hausse de l'énergie, des trans-



Anita Menendez prononce les vœux au nom de la CGT

ports ou encore des assurances. Mais ce qui retenait particulièrement son intention concernait le projet de TVA sociale. « On peut se demander ce que c'est. C'est avant tout un impôt indirect, donc injuste, qui porterait atteinte au pouvoir d'achat des salariés et donc préjudiciable à la croissance. Mais ce n'est pas tout, prévient la secrétaire, c'est aussi un réel danger pour notre protection sociale déjà malade ! »

Pour toutes ces raisons, Anita Menendez veut croire que 2012 peut être l'année du changement. « Mais avec la CGT, forte de propositions

sur les salaires, l'emploi, les retraites, la protection sociale », avertit la porte-parole du syndicat.

## Mobilisation

Dans cette perspective, « et sans attendre les élections », elle invite chacun à se joindre à la journée nationale du mercredi 18 janvier. Si les modalités de cette journée ne sont pas encore tout à fait arrêtées, un rassemblement devrait avoir lieu devant le siège havrais du Medef au Mont-Gaillard. Mais d'autres actions sont à l'étude...

B. S.



# Un dimanche dur à encaisser

**SOCIAL.** Les salariés des deux magasins havrais du groupe Dia étaient hier en grève. Ils dénoncent « l'inacceptable ».

**L**es employés havrais de la chaîne de distribution alimentaire Dia ont hier massivement répondu à l'appel national de la CGT. Sur les deux supermarchés que compte la ville, à Caucriauville et à la Mare-Rouge, la grève a en effet été suivie « pratiquement à 100 % », selon Christelle Guise, déléguée syndicale CGT de l'entreprise : « Même des gens en repos sont venus... »

Au Havre, ces salariés sont peu nombreux, une dizaine pour chaque hard discount. Tous s'étaient donné rendez-vous devant le magasin de la Mare-Rouge où des militants de la centrale syndicale d'autres secteurs les ont rejoints par solidarité (ISS, Sidel, les privés d'emploi, les finances et l'hôpital publics). On comptait aussi des élus de gauche comme Nadine Lahoussaine et Mireille Garcia, venues apporter leur soutien.

## Le profit stigmatisé

« C'est non et encore non, on a le droit d'avoir une vie de famille ! » lançait une employée, excédée par le nouveau projet de la direction d'ouvrir ses magasins le dimanche matin. « Et sans augmentation de salaire », s'indignait une autre. En fait, le ras-le-bol est général. Les salariés se plaignent tout autant des conditions de travail que du manque de personnel. « On est obligé de tout faire, décharger les camions, remplir les rayons, tenir les caisses ou s'occuper de l'ad-



« Travailler plus pour gagner moins » : le dépit est dans tous les esprits

ministratif. »

Une situation qui n'enchant pas non plus les clients. « Certains ne viennent plus parce qu'ils ne trouvent pas ce qu'ils recherchent. Faute de temps, les palettes restent dans la réserve ! Et aux caisses, c'est aussi la galère. Le samedi, il faut souvent patienter une bonne demi-heure ! »

## La crainte des pressions

Même si ce travail dominical doit s'établir sur la base du volontariat, les employés craignent les pressions. « La chaîne licencie pour des raisons très variables et abusives, explique la déléguée syndicale. De plus, la mise en location-gérance qui se généralise fait que des unités sortent du groupe.

Ça déguise les licenciements. On laisse le soin aux gérants de se débarrasser d'une partie des salariés. Enfin, on demande au personnel d'augmenter sa productivité de 20 % avec cette menace sous-jacente de fermeture. C'est du chantage ! »

Présente au côté des grévistes, Anita Menendez, de l'Union locale CGT, dénonçait « ces boîtes où plus personne ne travaille à plein-temps ». « Elles adaptent le temps partiel comme elles le souhaitent avec les conséquences sociales que l'on peut imaginer. Ce sont des calculs de technocrate et, au final, tout ceci ne génère pas d'emploi ! »

B. S.



# Syndicats : non à l'austérité

**SOCIAL.** Carrefours bloqués, visite au Medef : les syndicats ont manifesté, hier, pour dénoncer le sommet social.

« **C'**est un sommet anti-social, c'est une TVA anti-sociale. Les salariés n'ont rien à gagner dans ce que prépare le gouvernement. » Jacques Richer, secrétaire général de l'union locale CGT du Havre, prend volontairement le contre-pied de l'annonce gouvernementale. Si, sur le papier, l'appel à la contestation était lancé par l'intersyndicale, au Havre, seuls la CGT et Solidaires sont allés au charbon, les premiers apparaissant en nombre par rapport aux seconds.

## Ralentissement

Tôt le matin d'ailleurs. A 6 heures, hier, brandissant les drapeaux aux couleurs de leur organisation, des manifestants, une cinquantaine sur chaque point, ont bloqué les carrefours du Pont-VII bis et de Renault Sandouville. Ils viennent de Fouré-Lagadec, de Sidel, de Chevron Oronite, du groupe hospitalier ou encore des Douanes.

« *Il faut agir pour refuser l'austérité et gagner une autre répartition des richesses* » : la phrase barre un tract de quatre pages remis aux automobilistes ralentis par les barrages filtrants. Dans le document, la CGT décline à la fois les effets des mesures d'austérité et ses dix exigences pour sortir de la crise. « *Dans les jours, les semaines et les mois qui viennent, la mobilisation doit se réaligner pour gagner sur l'emploi et les salaires, la protection sociale,*



Une cinquantaine de manifestants ont pénétré dans la cour du Medef

*la reconquête des services publics et de l'industrie. Il faut remettre l'économie au service de l'humain* », martèle la CGT.

Vers 11 heures, tandis que certains sont partis sur le site de Petroplus, à Petit-Couronne, d'autres prennent la direction de la ville haute. La deuxième action de la journée cible cette fois-ci le Medef. « *Le Medef a la volonté d'appliquer cette TVA que le gouvernement met en place. Ce projet est porté par Laurence Parisot* », accuse encore Jacques Richer. Les manifestants finissent par pousser la barrière de la Maison des Entreprises. « *Vous ne toucherez pas à notre cinquième semaine de congés* », lance l'un d'entre eux.

## Débrayage

Des autocollants à l'effigie de la CGT sont posés un peu partout,

dissimulant la plaque de la dite Maison, histoire de marquer le terrain, sans débordement. Sur le seuil de la porte, Jacques Richer et Jean-Paul Beauvais, le président du Medef en région havraise, vont même échanger quelques mots. Le représentant du syndicat dénonce les propos de la patronne des patrons. En réponse, Jean-Paul Beauvais propose de recevoir une délégation. La CGT déclinera l'offre.

Dans l'après-midi, c'est la CGT du Grand Port Maritime du Havre et le syndicat CGT des ouvriers dockers, à l'appel de la Fédération nationale des ports et docks, qui a pris le relais de la contestation en appelant les salariés à débrayer pendant deux heures.

ST. R.

Lire également en pages 47, 52 et 53.



# Petroplus, un sommet antisocial

**ECONOMIE.** Un millier de personnes sont venues apporter hier leur soutien aux salariés de la raffinerie en grève. Un contre sommet social pour répondre à celui du chef de l'Etat.

« Si on est 2 000 ce sera une victoire ! » confiait avant la manifestation Yvon Scornet, délégué syndical CGT Petroplus. Il n'était qu'un millier, mais suffisamment nombreux pour faire entendre leur voix et dénoncer la tenue du sommet « de crise », le matin même à l'Elysée, entre Nicolas Sarkozy et les représentants des grandes centrales syndicales. A Petit-Couronne, élus de gauche, délégations syndicales de l'Eure, de la Seine-Maritime et salariés sont tous d'accord pour dénoncer ce qui leur apparaît contre nouveau serrage de cein-

**« Ce n'est qu'un troisième plan de rigueur ! »**

ture. Régis Gasse, le secrétaire de l'UD-CGT 76 dénonce « les mesures insuffisantes pour l'emploi à l'encontre des salariés. Ce sommet « antisocial » est devenu un sommet de crise. Le président va dire la vérité aux syndicats ! Et avant, il ne le disait pas ? » La TVA sociale – sujet qui ne sera abordé qu'à la fin du mois par le chef de l'Etat – ne trouve ici aucune audience. « C'est une vieille revendication du Medef, c'est un cadeau pour le patronat. La compétitivité ? C'est comment faire



Après un rassemblement devant Petroplus, qui a réuni environ un millier de personnes, une centaine de manifestants ont bloqué hier après-midi le dépôt de carburant de Rubis Terminal au Grand-Quevilly

payer la crise aux salariés ! » poursuit Régis Gasse. « Ce sommet n'est qu'un troisième plan de rigueur ! »

De leur côté, les salariés de Petroplus interdisent toute sortie de produits finis. Hier après-midi, une centaine de manifestants ont bloqué le dépôt de carburant de Rubis Terminal au Grand-Quevilly. Vendredi, d'autres actions sont prévues, notamment sur l'A 13, en liaison avec les ouvriers en lutte de M-real dans l'Eure. « La TVA sociale nous sommes contre », renchérit

Yvon Scornet. « C'est retirer une partie du salaire socialisé, ce sont les travailleurs qui vont payer deux fois. Nous n'avons pas grand chose à attendre de ce sommet. Les mesures de chômage partiel ne vont pas changer grand-chose pour moi. On ne peut l'envisager que sur une période courte et avec une visibilité sur l'avenir. » S'il est pour la formation des chômeurs ou le renforcement des contrats aidés - « dans le milieu associatif d'abord... » -, le délégué syndical de Petroplus s'oppose au pacte

compétitivité emploi : « On va demander aux salariés de modifier leur durée temps de travail ou de baisser leur salaire pour ne pas être licenciés lorsque l'entreprise est en difficulté. Les économies réalisées ne serviront qu'à délocaliser... » Et, à Petroplus, c'est la question du non-versement des salaires qui prédominait les débats hier.

ALAIN LEMARCHAND

Lire également le compte-rendu du sommet de l'emploi dans notre séquence France-Monde.

## EN BREF

### « Négó » chez M-real

Mardi soir, le PDG de l'entreprise M-real d'Alizay a invité les représentants syndicaux de la société papetière. « Il serait prêt à augmenter les conditions financières de départ des salariés et propose de créer une équipe payée par M-real pour travailler à la réindustrialisation du site.

200 emplois pourraient être sauvegardés », annonce le délégué syndical CFE-CGC Eric Lardeur. En échange, Mikko Helander demande le maintien de la date de clôture du plan social (le 7 mars). Eric Lardeur, a salué « une avancée ». Les syndicats doivent rendre leurs propositions le 7 février.



## Action au Medef du Havre le 18 janvier



Aux syndicats CGT

**MOTION DE SOUTIEN AUX SALARIES EN LUTTE DE PETRO+**

Depuis plusieurs semaines, à l'appel de l'intersyndicale dont la CGT fait partie, les salariés de PETRO+ sont en lutte suite à l'annonce de leur direction nationale d'un manque de trésorerie qui ne leur permet pas d'approvisionner en pétrole brut le site de Petit Couronne. Ce qui revient à dire que si les salariés ne se mobilisent pas, le site est condamné à très court terme.

Devant cette situation les organisations syndicales représentatives sur le site ont décidé d'appeler à la grève reconductible, cette proposition est votée en Assemblée Générale des salariés en équipes tous les jours à 12h45. La fermeture de la raffinerie serait une catastrophe que ce soit sur le plan de notre indépendance énergétique, économique et sociale.

Il est à penser que si nos besoins en terme de produits finis ne viennent que de l'importation une forte hausse à la pompe se fera sentir.

Sur le plan économique cette fermeture en amènerait d'autres ou pour le moins une baisse d'activité sur d'autres sites industriels du territoire (BUTAGAZ, LUBRIZOL, GREIF etc... ).

A l'heure où tous s'accordent à dire qu'il faut réindustrialiser le pays, dans les faits c'est tout le contraire qui se passe. Sans un tissu industriel fort c'est le tissu social qui s'étirole, c'est pour cela que les salariés de PETRO+ doivent gagner cette lutte qui est aussi la notre. Avec cette victoire c'est nous tous qui seront gagnants. Nous devons les soutenir dans leurs revendications justes et légitimes.

**Je soutiens les salariés en lutte de PETRO+, afin que l'activité du site de Petit Couronne et les emplois soient préservés avec une solution pérenne.**

**Nom :..... Tampon et/ou Signature**

**Entreprise :.....**

**Syndicat :.....**





A SAINT AUBIN ROUTOT, le 13 janvier 2012

## De plus en plus bas

Depuis le blocage de l'établissement du 26 septembre, nous sommes toujours en sous effectif de 15 personnel de surveillance, ayant encore eut des nouveaux départs (moniteur de sport, équipe cynophile, démission....).

Suite à la CAP de mobilité du mois de décembre, nous perdons encore 21 surveillants sans compter un départ dut à un changement de ministère représentant un total de 22 départ de l'établissement contre une arrivée de 7 surveillants moins 1 démission. Fin février notre manque d'effectif passera de moins 15 **à moins 31 surveillants**.

Messieurs les directeurs,

Combien de temps encore pensez vous que cela tienne? Attention, à force de tirer sur la corde, elle va se rompre.

Combien d'agents vous faut-il en arrêt pour dépression ou surmenage pour réagir?

Quand allez-vous demander à notre hiérarchie présente à Lille et à Paris de vous donner les effectifs pour faire tourner correctement votre établissement?

Le bureau local CGT réclame les 31 postes vacants pour la prochaine sortie de l'ENAP.

Le bureau local CGT

# Sommet social

## Un scénario écrit d'avance

mercredi 18 janvier 2012

La CGT a été reçue avec l'ensemble des organisations syndicales et patronales par le président de la République pour évoquer la situation économique et sociale ce mercredi 18 janvier 2012.

Le Président a expliqué la nécessité d'aller vite sur des mesures conjoncturelles et structurelles pour répondre aux conséquences de la crise.

Le Président est contraint, face à l'augmentation du chômage et de la précarité, d'apparaître volontariste sur la situation de l'emploi dans cette période préélectorale.

Comme cela était prévisible, l'essentiel de la réunion a porté sur un diagnostic contradictoire s'agissant des causes du sous-emploi avec les organisations syndicales.

Si la délégation de la CGT\* s'est efforcée de démontrer que les origines de la crise portaient sur un mode de développement donnant la priorité à la valorisation du capital, Nicolas Sarkozy reprend à son compte l'analyse patronale selon laquelle le coût du travail trop élevé est le facteur déterminant de perte de compétitivité des entreprises françaises. La CGT a dénoncé cette campagne de culpabilisation des salariés.

Diverses mesures ou intentions ont été annoncées par le Président en fin de Sommet. Aucune d'entre elles n'est susceptible d'avoir un impact réel sur la situation de l'emploi.

Encore une fois, les employeurs obtiennent immédiatement un nouveau cadeau pour un dispositif zéro charge pour l'embauche d'un jeune dans les petites entreprises.

Une mission a été confiée à Gérard Larcher pour remettre à plat l'ensemble de la formation professionnelle dans deux mois.

S'agissant du chômage partiel dont les modalités devraient être simplifiées, la CGT a exigé – et a priori obtenu – qu'une même entreprise ne puisse alterner des périodes de chômage partiel et des périodes avec des heures supplémentaires défiscalisées.

Quant aux mesures structurelles, TVA sociale ou accord de compétitivité, le chef de l'Etat est resté flou et devrait s'exprimer avant la fin du mois sur ces arbitrages.

L'accord de compétitivité consisterait pour un employeur à négocier un accord collectif autorisant la baisse des salaires ou la révision du temps de travail au nom de la préservation de l'emploi sans que le salarié n'ait plus de recours pour exiger le respect de son contrat de travail.

La tonalité de la réunion et la confrontation des analyses sur la situation confortent l'appréciation de la CGT sur la volonté du pouvoir de faire de la crise un alibi pour une nouvelle offensive s'attaquant aux règles de financement de la protection sociale et à la législation du travail.

La CGT appelle l'ensemble de ses organisations et militants à amplifier la diffusion et arguments de la CGT dans l'intense bataille idéologique actuelle.

Montreuil, le 18 janvier 2012

\* Bernard THIBAUT – Mohammed OUSSEDIK – Maurad RABHI



## **Compte rendu succinct de la rencontre du 12 janvier 2012 entre François HOLLANDE et une délégation de la CGT \***

A la demande du candidat à l'élection présidentielle François HOLLANDE, une délégation CGT conduite par notre Secrétaire général Bernard THIBAUT a été reçue le 12 janvier 2012.

Cette rencontre visait à échanger sur l'actualité, à poser les questions qui mériteront d'être travaillées avant et après les présidentielles.

François HOLLANDE a ouvert cette discussion en pointant la situation économique et sociale lourde de la période. Il nous a fait part de sa volonté s'il était élu, d'instituer de nouveaux rapports avec le syndicalisme en proposant une modification constitutionnelle pour conforter la démocratie sociale. Il a précisé ce que serait son action sur l'emploi, notamment le contrat de génération.

Concernant la protection sociale, il s'est interrogé sur le coût du travail en considérant que l'écart avec certains pays était tel que le coût du travail ne pouvait tout régler.

Il a pointé que la baisse des cotisations entreprises et/ou salariés amènerait à financer la protection sociale par l'impôt, voire par la création d'un nouvel impôt tel que la TVA dite sociale, et que celui-ci ne serait pas sans conséquence sur le pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des privés d'emploi.

Enfin, il a souhaité aborder la situation de notre système de santé qui devient préoccupante.

Bernard Thibault a confirmé notre volonté de changement de Présidence de la République, de rupture avec la politique actuelle pour répondre aux urgences sociales, économiques, au sentiment d'insécurité sociale, d'inquiétude pour l'avenir et pour une issue à la crise.

Bernard a marqué notre inquiétude s'agissant de la montée du FN, des idées populistes et d'extrême droite qui se développent partout en Europe.

Il a salué la démarche positive qui consiste à consulter les organisations syndicales sur les sujets qui peuvent être structurant pour les salariés notamment :

- La question de la démocratie sociale en insistant sur :
  - o La représentativité des organisations syndicales de salariés mais aussi de celle des organisations patronales
  - o Des libertés syndicales
  - o Des moyens pour l'activité et du besoin d'équité entre salariés et employeurs,
  - o L'entreprise et la démocratie, qui est un vrai sujet.

Il a été rappelé notre proposition de droit de retrait éthique.

Sur emploi, après avoir abordé la question du besoin d'une industrie forte notamment par la mise en place d'un pôle public financier, il a été rappelé nos propositions en matière de politique d'emploi (fin des exonérations sans contrepartie, égalité F/H, la souffrance au travail, la focalisation de l'emploi sur la tranche d'âge 30/55 ans, l'emploi des jeunes, des seniors ...). La progression importante des ruptures conventionnelles a été pointée en lien avec la question des conditions de travail, de la place, du sens et du contenu du travail.

Sur le financement de la protection sociale, nous avons porté nos propositions. Nous avons rappelé notre proposition de modulation de la cotisation en fonction de la politique salariale et d'emploi des entreprises. La question de l'élargissement de l'assiette a été abordée tout comme la mise à contribution des revenus financiers des entreprises.

Nous avons évoqué la nécessité de promouvoir les Services Publics. Leur place et leur rôle sont déterminants pour la réponse aux besoins sociaux, pour résorber les inégalités, développer une stratégie industrielle et protéger l'environnement. C'est un point important de notre conception du développement humain durable.

Enfin, nous lui avons renouvelé notre invitation pour notre meeting du 31 janvier à propos duquel il nous a dit qu'il nous dirait s'il répondra favorablement dans quelques jours.

La question de la politique énergétique a été abordée de façon succincte à la fin de cette réunion qui a duré près de 1h45.

Nous pensons qu'il est utile de participer à ces rencontres. C'est l'occasion pour nous à la fois de rappeler nos propositions et de les argumenter dans une période où peu de place sera réservée aux organisations syndicales.

---

*Composition de la délégation : Bernard THIBAUT, Eric AUBI, Agnès NATON, Mohamed OUSSEDIK, Nadine PRIGENT.*

## « LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE » : UN FILM, OUTIL DE LUTTE...

*Le rôle des médias est essentiel dans une démocratie. Il l'est d'autant plus dans la période actuelle où les forces néolibérales mènent une bataille idéologique d'une rare acuité. La CGT n'a de cesse de dénoncer le conditionnement des populations au travers notamment des médias, appartenant pour la plupart à des grands groupes capitalistiques. Aussi, lorsque des intellectuels se démarquent et contestent, nous ne pouvons que nous en féliciter. Nous associer d'une façon ou d'une autre à leur démarche de création artistique, mise sous le boisseau des pouvoirs en place, participe à organiser la résistance dans la perspective de transformer la société pour que celle-ci soit tournée vers l'humain et non plus vers l'argent-roi.*



### LE SYNOPSIS DU FILM

LES MEDIAS SE PROCLAMENT « CONTRE-POUVOIR ». Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient LES informations prémâchées, LES intervenants permanents, LES notoriétés indues, LES affrontements factices et LES renvois d'ascenseur.

En 1932, Paul Nizan publiait *LES CHIENS de GARDE* pour dénoncer LES philosophes et LES écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, LES CHIENS de GARDE, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social. Sur le mode sardonique, *LES NOUVEAUX CHIENS de GARDE* dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le FILM pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise.

**Le scénariste est Serge Halimi.** Auteur des *Nouveaux Chiens de garde* (Liber-Raisons d'agir, 1997), traduit en huit langues et toujours ouvrage de référence en matière de critique des médias quinze ans après sa parution, Serge Halimi a également publié *Le Grand bond en arrière* : comment l'ordre libéral s'est imposé au monde (Fayard, 2004). Il est le directeur du Monde Diplomatique.

### Gilles Balbastre et Yannick Kergoat en sont les réalisateurs.

Ancien pigiste à France 2, France 3 et M6, Gilles Balbastre a tiré de cette expérience une analyse lucide des ressorts socio-économiques de la profession, décrits dans *Journalistes précaires* (Le Mascaret, 1997), ainsi qu'une détermination ferme à corriger le « parti de la presse et de l'argent » (il fut directeur de la publication du Plan B, un journal de critique radicale des médias). Il est l'auteur d'une série de documentaires consacrés aux rouages et aux effets de l'ordre libéral, tous diffusés sur France 5, dont *Le chômage a une histoire* (2001), *Moulinex, la mécanique du pire* (2003), *EDF, les apprentis sorciers* (2006) et *Fortunes, Infortunes* (2008).

### Important :

**Comme vous pouvez vous en douter, ce film ne passera pas à la Télévision.**

La survie du film en salle de cinéma dans le système marchand actuel dépend de l'afflux du public dans les premiers jours, d'où l'importance de la mobilisation. C'est à ce prix que les propos de ce film porteront.

Pour en savoir plus : [www.lesnouveauxchiensdegarde.com](http://www.lesnouveauxchiensdegarde.com)



# **Programme Formation Syndicale 2012**

## **Union Locale CGT du Havre**

### Janvier

Du 16 au 20 ⇒ Niveau I

Les 26 et 27 ⇒ Rédiger un tract

### Juin

Du 04 au 08 ⇒ Niveau I

### Février

Les 16 et 17 ⇒ Délégué du Personnel

### Septembre

### Octobre

Les 11 et 12 ⇒ Délégué du Personnel

### Mars

Du 19 au 23 ⇒ Niveau I

### Novembre

Du 26 au 30 ⇒ Niveau I

### Avril

### Mai

### Décembre

### Réunions du collectif formation de l'UL à 09h00 :

Les 12 mars, 21 mai et 12 novembre

Coût des modules : 40 € par stagiaire repas compris  
Coût du Niveau I 80 € par stagiaire repas compris

*C'est quoi la dette ?*

*Qu'est ce que ça fait la dette?*

**A qui profite la dette ?**

**INDIGNEZ VOUS !!**



**Meeting-Débat**  
**Vendredi 27 janvier 2012**  
**18H- bourse du travail Franklin**  
**grande salle**

**2H pour comprendre et combattre les effets de la dette**

**... avec une introduction aux débats des représentant-es d'ATTAC, du CADTM, des syndicalistes de Renault et de l'Hôpital et l'intervention de tous les participant-es**

**collectif contre la dette Le Havre - CAC 76**



# L'AGENDA REVENDICATIF



## **MEETING-DEBAT SUR LA DETTE** **2h pour comprendre et combattre les effets de la dette**

Affiche dans cet hebdo !

Rendez-vous à 18h00 à la salle des fêtes Franklin



## **MEETING NATIONAL CGT**

Inscrivez-vous à l'UL pour participer, un car est prévu pour le transport

**RECONQUÊTE**

**E**  
**T**  
**R**  
**A**  
**I**  
**T**  
**E**

**60 ans**  
Reconnaissance  
de la pénibilité  
Bon niveau de pension

Pour bien la vivre

**MEETING NATIONAL**

31 janvier 2012 à 13h au Zénith à Paris

**La retraite au cœur de l'avenir**

**la cgt**

Retransmission en direct sur [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)

# L hebdo *pratic'*

La fédération des Finances CGT, en collaboration avec l'Université de Versailles et le Cesdip, lance une enquête sur la déviance fiscale et le consentement à l'impôt. Les résultats et analyses seront publiés en mars/avril 2012.

Avec ce questionnaire, nous souhaitons mieux connaître la perception qu'ont les citoyens des impôts qu'ils payent.

Nous cherchons également à mieux comprendre leur rapport avec l'administration fiscale, son rôle, ses missions, et ainsi comprendre pourquoi certains contribuables acceptent l'impôt et d'autres seulement partiellement, voire pas du tout.

Y répondre prend une dizaine de minutes.

Afin d'assurer la réussite de cette étude, nous apprécierions que tu diffuses cette enquête aux militants et syndiqués de ton organisation et plus largement si possible.

<http://www.finances.cgt.fr/impotetmoi>

Nous restons à ta disposition pour toute information complémentaire.

Dossier suivi par : Alexandre DERIGNY, 06 43 24 74 93 - Arnaud LE ROI, 06 43 24 68 98

A commander à l'UL  
auprès de Lydia :

**VO** impôts 2012







**Ne vous tirez pas une balle  
dans le pied !**

- |                                               |                                                 |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Salariés  | <input checked="" type="checkbox"/> Femmes      |
| <input checked="" type="checkbox"/> Chômeurs  | <input checked="" type="checkbox"/> Jeunes      |
| <input checked="" type="checkbox"/> Français  | <input checked="" type="checkbox"/> Immigrés    |
| <input checked="" type="checkbox"/> Retraités | <input checked="" type="checkbox"/> Homosexuels |

***Notre ennemi commun  
c'est le Front National !***

**Pas une voix pour le FN !**

(syndicat)

<http://www.visa-isa.org>  
[asovisabis@gmail.com](mailto:asovisabis@gmail.com)

 Association Visa



**T.L.C.**  
*Vacances*

**LOCATIONS**  
PRINTEMPS - ÉTÉ - AUTOMNE  
**2012**

SÉJOURS

FRANCE

VOYAGES

-

CULTURE

-

LOISIRS

MER  
MONTAGNE  
CAMPAGNE



réseau  
**ANCAVTT**

[www.tlcvacances.fr](http://www.tlcvacances.fr)  
ensemble plus loin